


RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

La CGT demande à l'État de s'engager pour ATOS et ne pas se cacher derrière les investisseurs privés

Pour préserver l'avenir de cette entreprise et de ses activités stratégiques, la CGT présente un contre-projet stratégique chiffré et lance une pétition auprès des salarié-es du groupe et de la population.

Après les annonces d'Airbus et de Daniel Kretinsky basées sur des ventes à la découpe d'Atos, entreprise stratégique, l'État se cache maintenant derrière la piste One point /Butler.

La CGT demande que l'État prenne ses responsabilités et sauve le soldat ATOS en rentrant au capital du groupe dans son entièreté pour en assurer la cohérence.

État stratège ou État spectateur ?

Atos est un actif stratégique : les salariés d'Atos assurent notamment la sécurité des centrales nucléaires, des données de santé des Français, permettent à la recherche d'avoir des outils performants et seront en première ligne pour protéger les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris.

La CGT appelle tous les citoyens à signer [la pétition « SAUVONS ATOS »](#) et présente son plan chiffré construit avec les salarié-es pour qu'Atos puisse à nouveau se développer et continuer à offrir aux citoyens français et européens une indépendance numérique qui les protège.

Le président Macron a laissé faire la vente d'Alstom et la perte de maîtrise de notre outil nucléaire. Cette faute ne doit pas être reproduite.

Sauver Atos est le premier acte de la construction d'une industrie du numérique souveraine en France et en Europe.

Montreuil, le 15 avril 2024